SOCIAL

La fermeture de l'usine Bridgestone : tout sauf une surprise – L'impasse des politiques néolibérales

mercredi 23 septembre 2020, par GODIN Romaric, JARDINAUD Manuel (Date de rédaction antérieure : 22 septembre 2020).

Le fabricant de pneus a annoncé la fermeture de son usine de Béthune avec 863 licenciements à la clé. Des politiques de tous bords s'émeuvent de cette « trahison ». Mais en contrepartie des aides publiques déversées depuis des années, rien n'était exigé de l'entreprise.

La fermeture annoncée, le 16 septembre, de l'usine de Bridgestone à Béthune (Pas-de-Calais) risque de priver d'emploi 863 salariés. Soit la totalité de l'effectif. Face au désastre social à venir, chacun y va de son cri d'orfraie. Et découvre une nouvelle fois les limites des politiques publiques de subventions et d'aides aux industriels.

Pour la direction du fabricant japonais de pneus, les données sont simples : le site de Béthune n'est plus adapté au marché des véhicules de tourisme. Dans un communiqué au ton compassionnel pour les salariés concernés, elle met en cause une tendance économique mettant une pression sur les prix alors que « l'usine de Béthune est la moins performante parmi toutes les usines européennes de Bridgestone ».

Cette dernière phrase dit évidemment tout du dumping social en marche dans l'Union européenne (UE) où Bridgestone continue de développer ses implantations au détriment de territoires historiques comme dans le Nord.

Le député communiste Fabien Roussel a immédiatement dénoncé les millions d'euros investis par l'industriel en Europe de l'Est au détriment de l'usine française [1]. Selon lui, Bridgestone a dépensé 140 millions d'euros en Pologne et 190 millions d'euros en Hongrie pour moderniser sa production.

« Avec de l'argent de l'UE », précise l'élu. De fait, dans un exercice de vérification, le site du Figaro confirme que l'un des investissements a bénéficié d'une large subvention européenne. En Pologne, accepté en 2013, le projet « a bénéficié d'une subvention européenne à hauteur de 24 millions d'euros ». Bruxelles participe à la création de déséquilibres au sein de l'Europe en déversant une manne quand, de l'autre côté du continent, l'outil de production se meurt à petit feu.

La course aux subventions et aux aides diverses est devenue une spécialité de ces industriels qui bénéficient des largesses des pouvoirs publics pour maintenir l'emploi au maximum, dans des territoires souvent sinistrés. En jouant le chacun pour soi, au-delà des frontières.

Aujourd'hui, les politiques de tous bords s'émeuvent, de tribunes en interviews, d'une supposée

trahison de Bridgestone qui n'aurait pas respecté ses engagements en contrepartie des aides publiques touchées au fil des ans. Contreparties qui, dans les faits, n'existent pas.

Selon plusieurs médias reprenant des sources syndicales, Bridgestone a récupéré 1,8 million d'euros en 2018 au titre du CICE. Depuis, c'est sous forme d'allégements de cotisations sociales que l'entreprise a pu bénéficier de cette forme de subvention que vient de largement étriller, quant à son efficacité, un rapport d'évaluation [2].

Mais comme toute société éligible, l'industriel n'avait aucune obligation en terme d'emploi. Il avait d'ailleurs décidé de se passer des services d'une centaine d'intérimaires en 2019 sans que cela n'émeuve aucun personnel politique.

En outre, et cela a provoqué la colère de Xavier Bertrand, le président de la région Hauts-de-France, l'équipementier a récupéré une subvention régionale de 120 000 euros en 2017 pour financer de la formation. L'ex-ministre du travail, pourtant au fait de la liberté laissée aux entreprises aidées, a eu des mots très durs : « Une fermeture complète de ce site, c'est un assassinat. Et c'est un assassinat prémédité, prévu de longue date. […] On a affaire à des menteurs. »

Malgré cela, et pour ne pas perdre sa crédibilité d'élu aux côtés des salariés, il a indiqué que, si le groupe est prêt à « discuter d'un projet d'investissement sur ce site », l'État et les collectivités mettront alors de l'argent sur la table.

Au risque que l'histoire se répète ? Car c'est exactement ce qui s'est déroulé pour l'ancienne usine Whirlpool à Amiens (Somme), devenue WN, qui a été vendue en licenciant à nouveau en juillet 2019 après avoir mobilisé énergie et fonds publics pour sauver le site industriel. « Un fiasco généralisé pour ce qui devait être la reprise pérenne du site de Whirlpool », écrivait Mediapart à l'époque [3].

Du côté du gouvernement, même aveuglement, où l'on feint la surprise face à une telle pratique de la part de Bridgestone et où l'on ne retient pas les leçons du passé. Pour Gabriel Attal, porte-parole du gouvernement, il s'agit d'une « trahison ». Pour le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, c'est une décision « révoltante ». Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État à l'industrie, et Élisabeth Borne, ministre du travail, ont été dépêchées sur place le 21 septembre.

La première, au micro d'Europe 1 [4], indiquait peu après l'annonce de Bridgestone : « Je trouve incroyable que dans ce moment particulier, où il y a des moyens pour investir dans les salariés, dans de nouveaux équipements, on ne donne pas un avenir au site de Bridgestone. » Elle faisait ainsi allusion au dispositif d'activité partielle longue durée (APLD) notamment, censé être l'arme antichômage au cœur de la crise. L'entreprise a déjà bénéficié du chômage partiel, en fermant momentanément son usine pendant le confinement.

Pourtant, et quand bien même le fabricant de pneus accepterait de surseoir provisoirement à fermer son usine en recueillant de l'argent public, ses déclarations sont claires : « Il n'existe pas d'alternative qui nous permettrait de surmonter les difficultés auxquelles nous sommes confrontés en Europe. Cette étape est nécessaire pour pérenniser les activités de Bridgestone à long terme », a déclaré Laurent Dartoux, le président de Bridgestone EMIA. Façon de dire que l'avenir est bien ailleurs, en Asie par exemple.

Le député François Ruffin (La France insoumise), qui a vu les mêmes causes produire les mêmes effets dans l'Amiénois (Goodyear, Continental, Whirlpool), a quant à lui vertement critiqué les outrances du pouvoir local et du gouvernement. « Ces politiques qui viennent jouer les pleurnicheurs […], il n'y en a pas un qui a commencé à mettre en œuvre une solution protectionniste. […] Je considère que les traîtres, les cyniques, les menteurs, c'est le gouvernement. Ce sont les anciens

ministres, les ministres qui ont ces propos-là », a-t-il dénoncé sur RMC [5].

À l'issue de la rencontre entre les ministres, la direction de Bridgestone et l'intersyndicale, un accord de méthode a été conclu afin d'expertiser des pistes alternatives à la fermeture du site. S'il échoue, l'usine éteindra définitivement ses machines avant l'été 2021.

Manuel Jardinaud

• Mediapart. 22 septembre 2020 : https://www.mediapart.fr/journal/france/220920/la-fermeture-de-lusine-bridgestone-tout-sauf-une-surprise ?

Bridgestone, symbole de l'impasse des politiques néolibérales

Les mêmes qui prônent la liberté d'action pour les entreprises feignent de se lamenter de ses effets sur l'emploi. L'incapacité de lier les deux reflète l'aveuglement de cette politique de l'offre, version managériale du « ruissellement ».

Derrière les larmes de crocodile et les indignations de façade, l'affaire Bridgestone révèle la faillite des politiques économiques menées depuis plus de 30 ans. Des politiques soutenues, conçues et imaginées par les politiques qui se lamentent aujourd'hui sur le sort du site du fabricant de pneus japonais et qui pourraient se résumer en une seule phrase : faire confiance aux choix des entreprises.

Toute l'action publique a été fondée sur cette idée que, puisque ce sont les entreprises qui « créent des emplois », il faut leur donner les moyens de le faire, soit par des subventions directes, soit par de généreuses exonérations de cotisations sociales, soit par la baisse de la charge fiscale.

Cette vision était logique au regard de l'idéologie dominante et des méthodes qui en découlaient. Tous les modèles macro-économiques sont « microfondés », autrement dit, ils sont la projection des comportements individuels des acteurs économiques au niveau d'une économie. Pour créer des emplois, il faudrait donc donner plus de moyens financiers d'embaucher aux entreprises. C'est, dans la vulgate politique, le fondement de la « politique de l'offre », qui consiste à penser que rendre le travail moins cher pour les employeurs les conduira à créer des emplois.

Cette pensée n'est donc rien d'autre qu'une forme de la théorie du « ruissellement », qui s'appuie sur les entreprises. Le calcul était le suivant : les exonérations, subventions et autres crédits d'impôts devaient retomber sur la population sous la forme d'une pluie d'emplois. Mais rien ne s'est produit comme prévu.

Dans un monde où la mobilité des capitaux est un totem, où la financiarisation des entreprises est généralisée, où la valeur actionnariale domine et où la production est un mal nécessaire, ces politiques, qui ne sont rien d'autre qu'une version naïve de la « main invisible » d'Adam Smith, sont vouées à l'échec. Les groupes internationaux agissent selon les « opportunités ». Ils viennent pour s'emparer de savoir-faire ou profiter de certaines « opportunités », et repartent dès qu'ils ont l'occasion d'accroître ailleurs leurs profits. Derrière le mirage de « l'attractivité » (la France a toujours été dans le trio de tête des pays les plus attractifs du monde), il y a une constante

déception. Ces flux de capitaux repartent aussi vite qu'ils arrivent ; ils ne viennent pas pour assurer un développement mais pour opérer des razzias.

Jamais les promesses de ces politiques n'ont été tenues, ni le CICE, ni les exonérations de cotisations, ni les baisses d'impôts aux entreprises ni les réformes du marché du travail n'ont stoppé la dégradation de l'outil productif français. Cette dégradation n'est pas une spécificité française, du reste. Malgré une politique fiscale et sociale ultra-agressive, le Royaume-Uni a connu le même phénomène de désindustrialisation massive depuis 40 ans.

On peut, certes, comme le font certains, prétendre que tout cela n'est pas suffisant. Ce n'est pas assez d'avoir dépensé entre 2013 et 2019 134 milliards d'euros de CICE, d'avoir dépensé autant par an de subventions, d'avoir les taux de financement les plus bas de l'histoire, de promettre la baisse des impôts de production pour 10 milliards d'euros par an et celle de l'impôt sur les sociétés d'autant. Le tout dans un contexte où « l'optimisation fiscale » reste une pratique courante des grands groupes. On peut toujours le penser. Mais est-ce sérieux ?

En réalité, l'affaire Bridgestone vient appuyer à l'endroit précis de l'échec de ces politiques. Car, enfin, voici une entreprise qui, non contente d'avoir bénéficié de toutes les aides, subventions et exonérations passées, pouvaient compter sur des promesses alléchantes : baisse des impôts sur la production et du taux d'impôt sur les sociétés, nouveau round de réforme du droit du travail, nouvelles aides directes dans le cadre du plan de relance. Mais rien n'y a fait. Les « anticipations rationnelles » de la multinationale l'ont conduite à fermer l'usine.

La vraie source de la colère des membres du gouvernement et de l'exécutif régional est donc avant tout la révélation de l'inanité de ces politiques qu'ils défendent depuis des décennies et qui sont prétendument créatrices d'emplois. En transférant aux entreprises seules la tâche de créer des emplois dans un contexte de mondialisation financiarisée, ils se retrouvent régulièrement les dindons de la farce. Car si les entreprises sont libres, dans leur intérêt, de créer des emplois, elles sont tout aussi bien libres d'en détruire.

Le piège se referme alors sur ces dirigeants qui touchent du doigt cette réalité que l'intérêt général n'est pas la somme des intérêts des entreprises. Lorsque l'on accepte le chantage à l'emploi comme un pilier de la politique économique, on transfère aux entreprises les principaux choix économiques et sociaux. On peut ensuite venir s'en plaindre, mais il y aurait là de quoi rire si la situation n'était pas aussi dramatique pour les salariés. Car ce sont bien les mêmes qui, par temps calme ou lors des grands discours théoriques, prétendent que l'économie, cela consiste à soutenir les entreprises.

N'est-ce pas Emmanuel Macron qui avait promis dans *Forbes* [6], le 1er mai 2018, la fin de « l'exit tax », cette taxe contre les fuites de capitaux, parce qu'elle découragerait les investissements ? N'est-ce pas Jean Castex qui, lors de son discours de politique générale le 15 juillet, prétendait que « l'économie, c'est l'entreprise et l'initiative » [7] ; et que donc il fallait laisser faire ? N'est-ce pas Bruno Le Maire qui refusait toute demande de contreparties aux baisses d'impôts sur la production parce que, comme il l'a dit aux *Échos* [8], « imposer des conditionnalités nous ferait perdre du temps pour la relance et conduirait à un échec » ? Mais s'il n'y a pas de contreparties, c'est bien que les entreprises font toujours les bons choix. Pourquoi ensuite venir blâmer Bridgestone ? Parce que l'entreprise japonaise prouve déjà l'inefficacité du plan de relance par l'offre du gouvernement, venant démentir directement Bruno Le Maire, qui affirmait dans cette même interview que ce plan « produisait déjà ses effets » ?

Il est vrai que, parfois, ces choix ne sont pas désintéressés. Que penser du délégué interministériel aux restructurations Marc Glita, qui a participé aux négociations avec Bridgetone et qui, soudainement, selon le site Contexte, devient conseiller [9] du patron de Plastic Omnium et de

l'AFEP, l'association des grandes entreprises, Laurent Burelle, par ailleurs un des plus farouches partisans du refus de toute contrepartie au plan de relance ? Peut-on sérieusement la veille prétendre défendre les emplois contre une entreprise « voyou » et le lendemain défendre la liberté totale des entreprises d'utiliser les cadeaux fiscaux à leur guise ? Et peut-on croire à l'engagement de l'État dans ce cas pour défendre réellement les emplois menacés par sa propre politique ?

Concrètement, cette politique est un désastre. Elle désarme la puissance publique, décrédibilise l'action syndicale et ne stoppe nullement la désindustrialisation. Il n'y a là rien d'étonnant. La désindustrialisation est un phénomène assez général en Occident, la production à faible valeur ajoutée ayant été transférée dans des pays à bas coûts. Quant au haut de gamme, l'Allemagne s'en est assuré le monopole par sa politique mercantiliste fondée sur la modération salariale. Les autres en sont réduits à des expédients : bulle immobilière, destruction de l'État-providence ou encore fuite en avant financière.

Pendant longtemps, on a pensé que tout cela n'était pas si grave. C'était le discours sur la « destruction créatrice ». Sauf que, là encore, la promesse a perdu de sa superbe. En théorie, cette destruction créatrice concerne l'industrie : les emplois les moins productifs sont remplacés par des emplois plus productifs, plus nombreux grâce aux investissements. Mais le schéma n'est plus pertinent dans le capitalisme contemporain. Les gains de productivité sont minimes et le bas de gamme industriel, comme le haut de gamme, repose très largement sur une baisse relative du coût du travail. Comment en serait-il autrement ? Les investissements productifs sont coûteux et incertains, tandis que les marchés financiers et l'immobilier affichent de beaux rendements.

Le résultat de tout cela, c'est que les emplois créés ont été souvent d'assez mauvaise qualité : soit mal payés, soit précaires, soit fragmentés dans le temps. Les réformes du marché du travail, les subventions aux entreprises et autres baisses de cotisations sur les bas salaires ont encore aggravé le phénomène. Mais, progressivement, la numérisation et la destruction du droit du travail ont transformé pour beaucoup la tertiarisation en un cauchemar de précarité. On comprend que ces perspectives ne fassent pas rêver les ouvriers de Bridgestone et que même les hommes politiques n'osent plus défendre un tel mythe.

D'autant que la crise sanitaire est venue donner le coup de grâce à ce beau modèle. Les services connaissent avec les mesures sanitaires et les changements de comportement un choc négatif de productivité qui laisse présager de nouvelles pressions sur le travail. Parallèlement, les entreprises industrielles, elles, cherchent à maintenir leurs marges en accélérant les délocalisations, et ce ne sont pas les cadeaux fiscaux du gouvernement qui pourront freiner le phénomène.

Le cas Bridgestone est donc un nouveau symptôme de l'échec flagrant d'une politique économique qui transfère entièrement aux entreprises la création d'emplois et identifie leurs intérêts avec l'intérêt général. Mais les choix micro-économiques ne sont que les conséquences des choix macro-économiques. La naïveté de la pensée du libre-échange, de la financiarisation et de la libre circulation des capitaux a produit des effets que les ouvriers de l'équipementier japonais peuvent amèrement constater, après tant d'autres. C'est bien pour cette raison que les rodomontades de politiques qui, partout, défendent le libre choix des entreprises comme créateur d'emplois ne sont pas sérieuses.

Le vrai enjeu, c'est bien celui du pouvoir. Qui décide de quels emplois une société a besoin et de la manière d'assurer un niveau de vie décent à tous ? Le transfert de ces choix au seul marché, par ailleurs pas réellement libre dans les faits, tant la tendance oligopolistique du capitalisme contemporain est forte, conduit à un double effet : l'affaiblissement d'un État désarmé devenu l'idiot utile du capital et le creusement des inégalités de revenus et de conditions sociales.

Il semble donc urgent d'en finir avec ce « ruissellement » par les entreprises et le chantage à l'emploi. Et pour cela, il ne faut pas des hochets comme cette « charte des contreparties » proposée par Bruno Le Maire. Il faut un changement complet de logique. Plutôt que de déverser des dizaines de milliards d'euros sur les entreprises, il faut assurer la création directe d'emplois dans la production et les services en rapport avec une définition démocratique des besoins, rendre l'intérêt de la délocalisation de certains sites moins attractif en renonçant à une mondialisation naïve et briser tout chantage à l'emploi par une vraie garantie de l'emploi et une assurance-chômage élargie. Bref, il faut reprendre le pouvoir, plutôt que de pleurer sur les conséquences du renoncement à tout pouvoir.

Romaric Godin

• Mediapart. 22 septembre 2020 :
https://www.mediapart.fr/journal/france/220920/bridgestone-symbole-de-l-impasse-des-politiques-neoliberales?onglet=full

---

P.-S.

POURQUOI S'ABONNER A MEDIAPART ?
• Site d'information indépendant
• Sans subventions ni publicité sur le site
• Journal participatif
• Financé uniquement par ses abonnements

https://www.mediapart.fr/abonnement

Les articles de Manuel Jardinaud sur Mediapart :
https://www.mediapart.fr/biographie/manuel-jardinaud

Les articles de Romaric Godin sur Mediapart :
https://www.mediapart.fr/biographie/romaric-godin

Notes

[1] https://twitter.com/Fabien_Rssl/status/1306549531904008193?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetembed%7Ctwterm%5E1306549531904008193%7Ctwgr%5Eshare_3&ref_url=https%3A%2F%2Fwww.lefigaro.fr%2Fsocietes%2Ffermeture-de-bridgestone-a-bethune-des-subventions-europeennes-ont-elles-ete-versees-en-pologne-et-en-hongrie-20200917

[2] Disponible sur ESSF (article 54902), Economie : l'échec du Crédit d'impôts compétitivité emploi (CICE) confirmé.

[3] https://www.mediapart.fr/journal/economie/310719/apres-le-fiasco-le-repreneur-de-whirlpool-refuse-d-etre-un-bouc-emissaire?onglet=full

[4] https://www.francebleu.fr/infos/economie-social/fermeture-de-bridgestone-a-bethune-agnes-pannier-runacher-tacle-la-direction-du-groupe-1600291422

[5] https://www.bfmtv.com/politique/fermeture-de-l-usine-bridgestone-pour-ruffin-les-traitres-les-cyniques-les-menteurs-c-est-le-gouvernement_AV-202009170092.html

[6] https://www.forbes.com/sites/randalllane/2018/05/01/exclusive-french-president-macron-says-he-will-end-frances-notorious-exit-tax/

[7] https://www.mediapart.fr/journal/france/150720/castex-s-enterre-dans-ses-contradictions-economiques?page_article=1

[8] https://www.lesechos.fr/economie-france/budget-fiscalite/bruno-le-maire-et-olivier-dussopt-notre-plan-de-relance-produit-deja-ses-effets-1243116

[9] https://www.contexte.com/pouvoirs/briefing/2020/09/21/#briefitem-120504